

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

2 F.

N° 44

octobre 1980

Accords franco - algérien sur l'immigration :

L'ETAT ALGERIEN, MARCHAND D'ESCLAVES

**Frères
Musulmans :**

UN MOUVEMENT
AU SERVICE DU
CAPITALISME -

p. 3



POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Kiosque du Bd St-Michel, du bas.
 Librairie Rouge : rue de Tunis, métro Nation.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Scoop Imazighen : 11 rue Lesdiguières, métro Bastille.
 Lib. "La Goutte d'Or" : 35 rue Stephenson, 75018, PARIS.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue G. Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie quotidienne : 5 rue du Felibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005 PARIS
 (Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste
(24 Fr de mensuel + 24 Fr de frais
d'envoi).
 - Pour l'étranger : écris-nous.
- NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER DE CHEQUES.

SOMMAIRE

MAGHREB

- p. 3, 4 : FRERES MUSULMANS, Un mouvement au service du capitalisme.
 p 5,6,7,8 : "Les femmes dans l'Islam" de Y.Nawal, note de lecture.

IMMIGRATION

- p 9, 10 : Accords franco-algérien sur l'immigration : l'Etat algérien, marchand d'esclaves.

INTERNATIONAL

- p. 11, 12, 13 : Irak-Iran : un conflit aux dépens des opprimés.
 p. 14, 15, 16, 17 : Pologne : Des acquis menacés.
 p. 18 : le K.O.R. : une opposition démocrate petite-bourgeoise

Frères Musulmans

Un mouvement au service du capitalisme

Depuis quelques années, on constate dans l'ensemble des pays arabes une recrudescence des activités des groupes se réclamant de l'Islam. La victoire de la "révolution islamique" en Iran a donné un véritable coup de fouet à l'intégrisme religieux.

En Algérie, les divers groupes intégristes ont marqué leur entrée sur la scène politique par des agressions répétées contre ceux qui ne sont pas des fervents des traditions islamiques réactionnaires. Lors des derniers mouvements de contestation sociale en Algérie, les bandes de "Frères Musulmans" se sont opposées de manière virulente et parfois violente aux grévistes ouvriers et étudiants.

Il est évident que, malgré leur opposition proclamée au régime, ces groupes font le jeu de la bourgeoisie, et cela sans parler de leurs liens avec certains hauts bureaucrates de l'Etat, de la police et de l'armée. Mais on ne peut écarter la possibilité que ces sectes religieuses et notamment la plus importante d'entre elles, celle des "Frères Musulmans" arrivent en l'absence d'un mouvement ouvrier organisé, et vu le mécontentement social dû à la dégradation des conditions de vie des masses laborieuses, à élargir leur audience au sein des couches les plus défavorisées de la population.

- Itinéraire historique.

La secte des "Frères Musulmans" a été créée en Egypte vers 1928 par un instituteur, Hassan El Banna. Pour comprendre et analyser les conditions de naissance de la Fraternité Musulmane, il nous faut situer le contexte historique où elle a vu le jour. La société égyptienne sous l'occupation coloniale britannique et du fait de celle-ci - (l'Egypte jusqu'au coup d'Etat militaire de 1952 était "gouvernée" par la dynastie des descendants de Mehémet Ali, vice-roi d'Egypte au début du XX^e siècle. En 1937 fut couronné le roi Farouk inféodé au colonialisme britannique qui exerçait sur le pays un "protectorat", contrôlant de ce fait le canal de Suez, veine jugulaire de l'empire colonial britannique qui reliait les Indes à la métropole) -, renfermait une dualité. Deux formes économiques, politiques, sociales et culturelles cohabitaient de

.../...

façon contradictoire : l'une capitaliste moderne, due à la domination de l'impérialisme britannique, l'autre féodale, précapitaliste.

C'est d'une réaction des milieux traditionnalistes de la classe possédante, - propriétaires fonciers, grands commerçants, dignitaires religieux -, face aux transformations, à "l'occidentalisation" des structures économiques, politiques, sociales et culturelles, qu'est née la Fraternité Musulmane.

Rivale du WAFD, parti bourgeois nationaliste libéral, la Fraternité acquit de 1938 à 1949 un grand poids politique. Malgré ses compromissions avec la monarchie de Farouk et l'occupant britannique, elle sut tirer profit des sentiments anti-colonialistes qui prévalaient au sein des différentes couches sociales et développer son audience jusqu'à organiser près d'un million d'individus.

Mais le putsch militaire de Nasser, et le régime nationaliste bourgeois auquel il donna lieu sonna le glas de la Fraternité Musulmane. La répression, le consensus social qu'arriva à réaliser le régime de Nasser, finirent par affaiblir politiquement et organisationnellement la Fraternité.

- La base sociale.

La secte des "Frères Musulmans" a dès le début entretenu de bons rapports avec le palais. De plus, parmi ses membres les plus influents, on trouvait des notables et de gros propriétaires fonciers. Son secrétaire général était un grand commerçant.

C'est les intérêts des fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie que représente la secte en perpétuant l'obscurantisme religieux au sein des masses déshéritées.

- Au service du roi et du colonialisme.

Le soutien accordé par la monarchie de Farouk à la Fraternité n'est par conséquent pas dû au hasard. Ceci d'autant plus qu'El Banna voyait en Farouk "sa majesté royale musulmane, un espoir", à qui il fallait "soumettre nos foyers et notre obéissance, selon le Livre de Dieu et la Sunna de son prophète".

L'un des objectifs constants de la politique du roi étant de limiter l'influence des nationalistes du WAFD, il trouva dans l'organisation d'El Banna une alliée. Celle-ci avec l'aval de la monarchie et des représentants de l'impérialisme britannique allait tenir le pavé contre les milices du WAFD, jouant un rôle qui n'est pas sans rappeler celui des "Chemises Noires" et autres sections d'assaut fascistes en Europe à la même époque.

(suite au prochain numéro).

Note de lecture

"Les femmes dans l'Islam" de Y. Nawal

Le livre récemment paru de Yasmina Nawal (Ed. La Brèche) "les femmes dans l'Islam" est à remarquer pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'il représente une des rares études marxistes de la situation des femmes en général, et ensuite parce qu'il compte parmi les analyses plus rares encore de classe de la place des femmes dans la société musulmane.

Même s'il est assez succinct, il offre un certain nombre d'éléments de réflexion, et démolit certaines idées toutes faites complaisamment répandues par l'idéologie bourgeoise : notamment celles selon lesquelles le Coran constituerait une protection des droits de la femme, ou d'après lesquelles le voile aurait apporté par l'Islam, etc.

Il montre, s'il en était besoin, comment le Coran, en tant que code politique, juridique et même économique, est venu au 7ème siècle consolider l'édification de l'Etat médinois musulman, et comment il réglemente et légifère rigide-ment la famille patriarcale et du même coup l'oppression des femmes.

AVANT L'HEGIRE

Dans la société pré-islamique, l'organisation tribale des groupes nomades garantissait une relative autonomie des femmes ; elles avaient tout au moins une place à part entière et certainement une marge de liberté plus grande qu'elles n'en eurent jamais depuis. Cette société correspond à ce qu'Engels nomme "le stade supérieur de la barbarie", c'est-à-dire grossièrement à des tribus vivant de troc, organisées démocratiquement, semblables à la "démocratie primitive" que maintinrent jusqu'à peu certains villages kabyles par exemple.

De plus, aucune religion monothéiste n'ayant cours à l'époque, aucun Etat n'étant encore constitué pour imposer son droit et ses institutions - ainsi que sa coercition - à tous, et les liens conjugués étant en outre fort souples, on peut dire que la femme ne connaissait pas alors d'oppression spécifique. Seul son rôle de reproductrice lui conférait au sein de la tribu une grande importance, le nombre de membres que comptait une tribu étant décisif pour sa survie : aussi, il est vrai, l'enlèvement de quelques femmes lors des représailles inter-tribus représentait un moyen d'affaiblir le groupe rival, de "venger le sang versé", - quoique ce phénomène ne connut sa véritable ampleur que sous la société patriarcale.

Par contre, avec l'apparition de la monnaie, avec l'avènement d'une société mercantile, avec le processus d'accumulation financière, bref le surgissement de la propriété privée (conformément aux analyses de A. Kollontaï, "Conférences sur la libération des femmes", Ed. La Brèche), la prédominance de l'homme s'instaura avec son corollaire : l'exclusion des femmes de la propriété et de la vie sociale active.

Alors commença une période noire pour elles.

Consolidation de l'Etat et mise en tutelle des femmes

Le Wa'd, c'est-à-dire l'inhumation des petites filles vivantes, les femmes volées comme trophées de guerre, leur rapt, la polygamie, la famille patriarcale dans laquelle les femmes sont des esclaves totalement soumis à l'autorité de l'homme, voilà quels sont les traits les plus marquants de cette période.

Destinées aux tâches les plus fastidieuses de l'agriculture et de la cuisine, quand ce n'est pas à la prostitution, écartées des activités guerrières sur lesquelles se fondaient les valeurs sociales, le mariage, la possession des femmes par les hommes, leur fidélité - pour que leurs enfants puissent être reconnus comme la propriété d'un seul homme -, bref leur mise en tutelle complète sans recours possible va leur être imposée. Cela institutionnalisera la filiation masculine et le droit à l'héritage paternel.

Mais dès cette époque, une hiérarchie de classe est apparue : des femmes esclaves (enlevées par leurs ravisseurs aux autres tribus), aux femmes des familles polygamiques, jusqu'aux femmes de l'aristocratie mecquoise c'est-à-dire riches, reconnues et ayant accès à la poésie, etc., elles-mêmes possesseurs d'esclaves, la situation changera totalement. De même, entre les prostituées pauvres et celles de "haut vol", comparables aux hétaires grecques de l'antiquité, qui sont à peu près les seules femmes libres de l'époque, quelquefois poètes, en général indépendantes financièrement et sans tutelle, le fossé est énorme.

C'est en quelque sorte cette société patriarcale extrêmement répressive pour les femmes, que le Coran et l'Islam vont venir théoriser et institutionnaliser parallèlement à l'édification de l'Etat médinois musulman.

Il est certain que, en corollaire avec l'évolution économique de la société médinoise et des tribus voisines, et de ce fait avec la limitation des vendettas et razzias, avec le besoin d'une organisation familiale non plus anarchique, mais solide et réglementée (la famille est un des piliers de l'Etat de classe), certaines pratiques particulièrement répressives pour les femmes vont disparaître et tomber en désuétude : l'inhumation des filles vivantes, la polygamie illimitée, l'absence d'héritage pour les femmes. Mais dans tout cela le Coran ne fit que légiférer, réglementer et renforcer les tendances dominantes de l'évolution qui existaient déjà. Aussi le Coran ne joua-t-il aucun rôle "progressiste" comme on l'a prétendu. Il n'a fait que reprendre à son compte la tendance générale qui apparaissait dans le code familial, et il n'a en rien supprimé les traits les plus caricaturaux de l'abaissement des femmes, rapports marchands, tutelle, vente (dot), pouvoir total de l'homme, exclusion de toute vie économique et confinement domestique, asservissement, etc.

Le code qu'il instaure est grossièrement le suivant :

- la polyandrie (relations d'une femme avec plusieurs hommes) va être définitivement interdite.
- l'héritage, réglementé, ne va accorder aux femmes que la moitié de la part de l'homme.
- la polygamie va être limitée à quatre femmes.
- le concubinage avec les esclaves et les captives va être réglementé.
- les enfants adoptés vont être scustraits à tout héritage.

.../...

Le voile, quant à lui, est systématisé ; non pas qu'il s'agisse d'une prescription "d'Allah" (!), mais parce que c'était une pratique déjà courante, datant de l'apparition de la propriété privée, par laquelle les nobles de l'aristocratie quercaychite, assimilant leurs femmes à leurs biens et propriétés personnelles leur imposèrent le port du voile pour les distinguer des prostituées, des esclaves et du reste des femmes du peuple !

Le mariage, contrat pris entre les familles souvent lors même que la femme était encore enfant, avec ses trois formes de répudiation formulées oralement par l'homme et qui retiraient en un mot toutes ses ressources à la femme, la livrait pieds et poings liés à la volonté du "maître". La dot, par laquelle elle était achetée à sa famille pour compenser la perte de main d'oeuvre, était systématisée.

Bref, tout cela est bien connu de nous, pour la bonne raison que, au 2^{ème} siècle, c'est-à-dire 13 siècles après c'est en grande partie la même situation que connaissent les femmes des pays musulmans. Alors, qui veut nous convaincre que l'Islam défend et protège la femme ? Ne présente-t-il pas au contraire l'illustration religieuse de l'idéologie bourgeoise qui légitime le fait que la femme soit esclave au sein de sa propre famille, éternelle mineure, sans droits aucuns, valeur marchande que l'on vend et achète au gré des besoins du père ou du mari ?

Aujourd'hui, l'Islam au service du capitalisme

Il serait tout à fait erroné de nos jours de mettre en parallèle le sort des femmes de tous les pays musulmans. On se doute bien que de l'Inde à l'Afrique noire en passant par la Mauritanie ou l'Algérie, les choses diffèrent du tout au tout. Pour la bonne raison que selon leur histoire politique personnelle, selon leur différent niveau d'accession au capitalisme, à l'industrialisation, selon qu'ils sont sortis d'une guerre de libération nationale ou non, toutes les classes dominantes bourgeoises de ces pays n'ont pas choisi de se servir de l'Islam de la même façon.

Tout dépend en dernier recours de la structure économique des différentes sociétés : la Mauritanie, les tribus sahraouies ou touaregs, qui conservent encore aujourd'hui des vestiges d'organisation matri-linéaire, n'accordent pas la même situation à leurs femmes ni n'ont été islamisées de la même façon que l'Egypte ou l'Arabie Séoudite par exemple.

Le cas des femmes sahraouies est à cet égard exemplaire : les hommes étant contraints d'aller se battre à travers le désert, les femmes se sont retrouvées maitresses des camps, devant assurer toute la gestion du matériel, la vie du groupe, l'éducation des enfants et même la défense du camp (un certain nombre d'entre elles sont organisées en unités combattantes et armées). De même, elles qui étaient auparavant relativement exclues de la vie communautaire, elles sont aujourd'hui à la tête de l'organisation économique des groupes. Nul doute qu'une fois la guerre terminée, il sera dur de les exclure à nouveau du circuit : les femmes auront fait là l'expérience de leur solidarité et de leurs intérêts communs.

Dans certains pays du Moyen-Orient, par contre, qui sont des pays capitalistes comportant encore des vestiges de féodalisme, la situation des femmes est

.../...

sans doute la pire : la famille est encore forte, la femme souvent cloîtrée, dépossédée, sans aucun droit, et la pression de l'Islam désastreuse. C'est d'ailleurs dans ces pays que l'on trouve la forme la plus sanglante de l'oppression féminine : les mutilations sexuelles (excision, c'est-à-dire ablation du clitoris) - pratiquées dans certaines régions de l'Egypte, Arabie, Yemen, etc.

Dans d'autres pays, où l'industrialisation est en progrès, où la famille patriarcale se disloque au profit de la famille seulement constituée du père, de la mère et des enfants (comme la tendance l'indique dans les grandes villes du Maghreb par exemple), le code juridique de l'Islam tombe petit à petit en désuétude car ne correspondant plus à la structure de la société, -quoique ce ne soit qu'une tendance, non encore achevée, loin de là-.

A moins bien sûr, comme c'est le cas pour l'Algérie, par exemple, que l'idéologie bourgeoise tâche de revivifier l'esprit "arabo-islamique" avec tout ce que cela comporte d'obscurantisme, pour tenter de recréer un sentiment d'unité nationale et d'avoir une meilleure main-mise sur les masses rendues fatalistes et abruties par la religion. Et les femmes, dans un cas comme dans l'autre font les frais les premières d'un dogme qui sert directement les intérêts des classes dominantes : la famille bourgeoise, avec la femme asservie, n'ayant pas accès au monde du travail, est le pilier et le meilleur garant de la pérennité du capitalisme.

Bref, le livre de Yasmina Nawal est un pas dans le travail à faire pour mieux comprendre les causes de l'exploitation et l'oppression séculaire des femmes, et particulièrement dans les pays arabes. Il contribue à faire comprendre aux femmes de nos pays, et surtout aux femmes des classes ouvrières et laborieuses, quels sont leurs intérêts de classe et leurs perspectives concernant leur émancipation.

IMMIGRATION

Accords franco-algérien sur l'immigration

L'Etat algérien, marchands d'esclaves

Le 18 septembre, un accord concernant les travailleurs immigrés algériens a été conclu entre l'Algérie et la France. Selon les autorités françaises, cet accord est "exemplaire", et elles projettent d'en conclure de semblables avec d'autres pays d'immigration.

En réalité, comme nous allons le voir, il s'agit d'un véritable coup bas qu'assènent les bourgeoisies française et algérienne aux travailleurs algériens en France.

Le contenu de l'accord peut être résumé en trois points :

- le renouvellement des cartes de résidence pour dix ans pour les Algériens arrivés en France avant 1962, et pour 3 ans pour ceux qui seraient arrivés en France après le 1er juillet 1962.
- la mise sur pied d'un programme de formation professionnelle pour ceux qui veulent retourner en Algérie.
- une indemnité-départ de 12 000 à 13 000 Fr pour les candidats à un retour "volontaire".

Précisons tout d'abord que les deux États, avant même ces négociations et cet accord étaient d'accord sur le fond, à savoir : le contrôle de l'immigration. Concrètement, l'Etat français voulait "renvoyer" des travailleurs algériens immigrés en France, l'Etat algérien était favorable à ces "retours", à condition qu'ils se fissent en tenant compte le plus possible de ses intérêts. Notons au passage que les représentants des deux gouvernements ont discuté de l'immigration en même temps que du gaz, du pétrole... les travailleurs étant considérés comme une banale marchandise que l'on vend, achète et revend. Voilà qui est bien révélateur de la considération qu'ont les bourgeois vis-à-vis des travailleurs.

Cet accord, comme nous le montre l'examen suivant, s'inscrit dans la droite ligne des précédentes attaques - comme le projet de loi Stoléru, la loi Bonnet, le décret Imbert - contre les travailleurs immigrés en France. Si les 280 000 Algériens arrivés en France avant 1961 vont voir leur carte de résidence à nouveau renouvelée pour dix ans, il n'en sera pas de même pour ceux bien plus nombreux qui sont arrivés en France après cette date et qui avaient des cartes valables dix ans. Quant à tous ceux qui sont venus en France après 1962, leur carte ne leur sera

.../...

délivrée que pour 3 ans. La première conséquence de l'accord est donc la suppression des cartes de dix ans pour un nombre important de travailleurs qui, s'ils se voient gratifiés d'un sursis de trois ans, n'ont aucune garantie pour l'avenir. De toutes façons, le but avoué de cet accord est le "retour volontaire" de 35 000 travailleurs par an. Pour arriver à ce résultat, les deux Etats comptent officiellement sur deux gadgets : une indemnité-départ, et une formation-retour.

Le premier gadget est une version à peine améliorée du fameux "million", et dont le peu de succès auprès des travailleurs est connu. Le deuxième gadget, une formation professionnelle qui ne dépasserait pas six mois : les crédits alloués pour cette formation professionnelle, 50 millions, somme d'une grande modicité si elle doit permettre de payer les futurs stagiaires, former des enseignants en Algérie, construire des centres de formation, etc., laissent penser que très peu de travailleurs pourront bénéficier d'une formation professionnelle, même au rabais. Ces deux gadgets ne suffiront sans doute pas à "inciter" les travailleurs à retourner en Algérie, où la situation économique, chômage, manque de logements, etc., est désastreuse.

- Pour l'Etat français, un moyen de liquider une grosse partie de l'immigration algérienne.

Comme il est fort probable que ces deux subterfuges "légaux" n'arriveront pas à faire retourner au pays de leur plein gré un quota de 35 000 travailleurs, il y a tout lieu de croire que le gouvernement français usera alors de ses moyens traditionnels pour parvenir à ses fins : répression policière, accroissement des contrôles d'identité, arbitraire, racisme, caution aux bandes d'extrême-droite pour décourager les travailleurs immigrés, expulsions, etc. Il y a par ailleurs en France actuellement près de 400 000 travailleurs (chiffres CFTD) qui séjournent illégalement et n'ont pas de papiers, dont environ 100 à 150 000 travailleurs algériens : avec cet accord, et c'est là le plus important, le gouvernement français a reçu l'aval de la bourgeoisie algérienne pour des dizaines de milliers de "retours", forcés ou non ; vont être les premiers visés bien sûr tous ces travailleurs clandestins, mais aussi tous ceux que les nouvelles mesures dissuasives n'auront pas convaincus.

Bref, les avantages qu'en tire l'Etat français sont évidents : il a acquis la complicité de la dictature algérienne dans ses attaques contre l'immigration, et dans sa volonté de renvoyer après usage, et sans autre forme de procès, une partie importante de sa main d'oeuvre la plus exploitée. Enfin, le renouvellement de 10 ans de certaines cartes de séjour (qui ne lui coûte guère dans la mesure où elles sont peu nombreuses), les contrats-formation, s'ils ne se révèlent pas tout simplement une déclaration démagogique et sans effet, correspondent à une volonté du gouvernement français de ne pas froisser les capitalistes algériens : il a en effet de nombreux contrats économiques à ménager dans le pays (pétrole, gaz, investissements, etc.) et n'a pas non plus intérêt, dans cet ordre d'idée, à contribuer à déstabiliser la bourgeoisie algérienne, surtout après les émeutes récentes de Tizi-Ouzou...

.../...

- Pour le capitalisme d'Etat algérien, une bonne affaire !

L'Etat algérien, de son côté, réalise une bonne affaire : dans l'émigration, une partie de son prolétariat constituait pour lui une source non négligeable d'envois de devises. Un retour de quelques milliers de travailleurs formés et qualifiés ne peut lui être que profitable à son tour.

Par ailleurs, avoir obtenu un "geste" du gouvernement français (renouvellements de trois ans, etc., malgré les limites que nous avons vues) constitue pour les bourgeois algériens une opération démagogique : ils espèrent à peu de frais, aux yeux des travailleurs immigrés, passer comme leurs "défenseurs" et comme ceux qui défendent leurs intérêts.

En fait, cet accord s'est passé au-dessus de la tête des travailleurs, dans leur dos : l'Etat algérien ne s'est pas conduit autrement que comme un Etat esclavagiste, qui trocque à bon compte sa main d'oeuvre contre des contrats de gaz et de pétrole.

Nous n'avons donc aucune illusion à nous faire sur le gouvernement algérien. De telles opérations publicitaires nous montrent une fois de plus son vrai visage.

Mais en France, ces mesures nous annoncent avant tout un surcroît de répression, contre lequel il va nous falloir lutter.

Pour ne pas que nos conditions de vie et de travail s'aggravent encore davantage sans que nous réagissions, battons-nous :

POUR LA REGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !

POUR LE RENOUELEMENT AUTOMATIQUE DES CARTES DE SEJOUR !

POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS !

CONTRE LES EXPULSIONS, L'ARBITRAIRE POLICIER !

CONTRE LES LOIS RACISTES BARRE-BONNET, etc. !

COORDONONS NOS LUTTES AVEC CELLES DES TRAVAILLEURS TURCS, CLANDESTINS, POSEURS DE RAIL, DU METRO, ... !

POUR LA JONCTION DE NOS LUTTES AVEC CELLES DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS !

INTERNATIONAL

IRAN - IRAK

Un conflit aux dépens des opprimés

Jusqu'à maintenant, deux semaines ont suffi pour déstabiliser une région vitale pour les intérêts des différents pays impérialistes, URSS et Etats-Unis -pour diverses raisons - pour une fois réunis.

L'attaque de l'Iran par l'Etat irakien, d'autre part, après son relatif échec, risque d'avoir des conséquences imprévisibles : éclatement des frontières actuelles, ou extension du conflit à d'autres pays de la région, etc...

Quoi qu'il en soit, et quels que soient les enjeux économiques, politiques de pays capitalistes rivaux tels que l'Irak et l'Iran, ce sont une fois de plus les classes laborieuses qui font les frais d'une guerre qui ne les concerne en rien.

- Pourquoi la guerre ?

La bourgeoisie irakienne comptait par cette attaque-surprise affaiblir considérablement sa rivale iranienne. En se rendant maître du Khouzistan par exemple, - où sont concentrées 90 % des richesses pétrolières iraniennes, en détruisant certains centres industriels et pétroliers vitaux pour l'Iran, l'Etat irakien espérait faire d'une pierre trois coups :

- . contribuer à faire tomber le régime khomeinyste, bien affaibli ces derniers temps par ses luttes intestines,
- . accroître ses richesses économiques aux dépens de celles de l'Iran,
- . montrer aux pays impérialistes sa capacité à servir leurs intérêts et à intervenir dans la région.

En jouant efficacement au gendarme dans cet endroit stratégique du Golfe, l'Irak aurait en effet accru sa marge de manoeuvre vis-à-vis de l'impérialisme, ou tout au moins se serait présenté devant lui en position de plus grande force.

Par ailleurs, une autre cause de la guerre est qu'il existe une forte proportion de musulmans chiites en Irak même, susceptibles d'être marqués par les événements iraniens, et qui pourraient à terme constituer une menace pour le régime dictatorial de Saddam Hussein.

La bourgeoisie iranienne, quant à elle, a saisi au vol, avec cette guerre, l'occasion de resserrer les rangs derrière elle, ce dont elle avait bien besoin ces derniers temps, où Bani Sadr et le premier ministre Ali Rajaï n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur une politique commune.

Comme toujours, la guerre offre ici l'opportunité à la classe dominan-

.../...

te iranienne, par des campagnes de patriotisme, de détourner les masses laborieuses de leurs intérêts véritables et d'offrir un bouc émissaire extérieur à leur mécontentement.

Ce bilan de plus d'un an de régime khomeyniste "islamique" aurait été de toutes façons en la défaveur du pouvoir anti-ouvrier iranien : le conflit tombe à point pour apporter d'autres objectifs trompeurs aux travailleurs.

Quant aux différents pays impérialistes, ils sont pour l'instant dans l'expectative. Les USA comme l'URSS ne peuvent jusqu'à présent se permettre d'intervenir ni de s'engager dans le conflit, même sous forme de soutien. Si le succès d'une guerre-éclair entreprise pour renverser le régime khomeyniste les aurait arrangé d'une certaine manière, il va sans dire qu'un échec de l'Irak serait gros d'inconnues et de dangers.

Pour les USA, l'affaiblissement de l'Iran et son effondrement pourrait avoir des conséquences désastreuses : soulèvement des Kurdes d'Iran et d'Irak, éclatement des frontières iraniennes (dont l'URSS pourrait profiter), ou, au mieux et ce qui est assez improbable, renversement de Khomeyni par une couche de la bourgeoisie qui lui soit fidèle.

Pour l'URSS, la situation est délicate : l'Iran n'arrête pas de dénoncer verbalement l'impérialisme russe, et l'Irak, allié d'hier, s'est éloigné de lui vers les USA et surtout la France. Seul l'impérialisme français en effet arme aujourd'hui l'Irak, (contrats de ventes d'armes, accords privilégiés industriels, etc.), dans la mesure où l'intervention de la France ne peut avoir les mêmes effets que celle des deux Grands impérialistes. Par ailleurs, la France, qui importe 60 % de son pétrole de la région, attache, comme elle le dit, "une importance vitale à la liberté de naviguer dans le détroit d'Ormuz".

Quant aux pays limitrophes tels que la Jordanie, l'Arabie Séoudite, etc..., ils ne seraient sans doute pas fâchés de voir disparaître le régime iranien, qui menace la stabilité de leurs Etats. D'une façon générale en effet, pour les Etats arabes de la région, la venue au pouvoir en Iran d'un régime bourgeois islamique qui s'est appuyé sur une forte mobilisation populaire, intégriste et anti-monarchique, constitue un ferment de troubles non négligeable qui représente un danger pour eux.

Cependant, la guerre est loin d'être gagnée, et il semble que l'Irak ait joué avec le feu : le conflit risque aujourd'hui de se retourner contre lui, avec tous les dangers d'extension que cela implique.

- Quels dangers ?

Ceci dit, l'Etat capitaliste irakien a sans doute commis trois erreurs capitales :

- il a misé sur la paralysie de l'adversaire et totalement mésestimé la capacité de l'aviation iranienne.
- il tenait les divisions au sein du régime iranien pour les prémisses d'un effondrement prochain, son attaque-surprise provoquant dans l'immédiat un désarroi profond dans la direction des opérations militaires.

.../...

- il était persuadé que la population du Khouzistan accueillerait les soldats irakiens en libérateurs et se soulèverait contre le régime khomeyniste.

Au contraire de tout cela, l'aviation iranienne a remporté des coups importants (destruction de la centrale thermique irakienne, de centres pétroliers, etc.), et a même mis à mal le régime irakien (qui en cas d'échec militaire se retrouverait dans une situation politique, économique et diplomatique désastreuse, ce qu'il ne semble pas avoir envisagé).

Mais aussi le pouvoir capitaliste iranien est incontestablement renforcé par l'épreuve et les Arabes du sud, le Kurdistan n'ont pas bougé.

La guerre actuellement s'achemine vers l'enlisement et rien n'indique qu'au cas où aucune solution n'apparaîtrait rapidement, les pays impérialistes, URSS comprise, n'interviennent pas, même indirectement; en quel cas les masses laborieuses de la région, seraient les victimes choisies d'une internationalisation du conflit.

Ceci dit, une des évolutions les plus probables du conflit pourrait prendre la forme d'une négociation et d'un cessez-le-feu imposés aux deux rivaux par les pays impérialistes les plus forts tels que les USA et l'URSS. Cela représenterait sans doute un des épilogues les moins coûteux d'une guerre qu'ils ne maîtrisent pas vraiment et dont l'enlisement sinon pourrait avoir des répercussions dangereuses.

Les travailleurs et paysans pauvres d'Iran, d'Irak, de Jordanie, du Kurdistan, qui subissent déjà des conditions d'existence pénibles et souvent misérables du fait de leur exploitation, n'ont aucun intérêt à se battre les uns contre les autres, ni à soutenir au prix de leur vie des régimes dictatoriaux qui, au nom de l'Islam, ou toute autre idéologie bourgeoise, perpétuent leur oppression.

Leur seul intérêt vital aujourd'hui est de s'unir, au-delà des frontières, contre ces régimes qui veulent la guerre et ne vivent que pour elle.

Leur union seule peut permettre le renversement de ces Etats honnis qui tirent leurs richesses des guerres et des tueries.

POLOGNE

Des acquis menacés

Après plus de deux mois d'agitation ouvrière, particulièrement pendant la deuxième quinzaine du mois de septembre, les grèves massives ont cessé en Pologne.

A Gdansk d'abord, centre de l'agitation, un accord en 21 points a été signé avec le gouvernement, qui a cédé sur pratiquement toutes les revendications, - dont les plus importantes aux yeux mêmes des ouvriers polonais sont la libération de tous les prisonniers politiques, l'augmentation des salaires de 1500 slotys pour tous (1), mais surtout le droit de grève et la liberté de créer des syndicats indépendants de l'Etat.

Ainsi, les travailleurs ont fait reculer le gouvernement sur leur principale exigence : le droit de créer des syndicats indépendants.

- Une victoire importante.

Quand on sait qu'au début du mois d'août, le gouvernement considérait qu'il était hors de question de négocier sur les revendications politiques, on comprend que la lutte a porté ses fruits : les travailleurs ont dû déjouer les nombreuses manoeuvres de la bourgeoisie. Alors que le parti tentait de négocier entreprise par entreprise, les grévistes ont imposé une négociation globale avec le comité inter-entreprise de Gdansk, qu'il a bien été forcé de reconnaître.

Ayant échoué dans cette manoeuvre, le gouvernement a eu recours au clergé, et ce sont successivement les évêques de Varsovie et de Gdansk qui ont invité les ouvriers à la modération et à la reprise du travail : en vain.

Le chantage à l'intervention russe, et le limogeage du premier secrétaire du parti unique (le POUP), manoeuvre déjà utilisée pour dévoyer le mouvement ouvrier en 1956 et 1970, n'ont pas eu plus de succès. Le gouvernement a été obligé de céder.

Les dirigeants de l'Etat capitaliste polonais ont bien essayé de limiter la portée des accords de Gdansk à la seule région de la Baltique, mais l'éclatement de nombreux conflits à plusieurs endroits, dans les mines de Haute Silésie, à Pornan et à Kiehe, etc., l'ont contraint d'annoncer qu'ils sont applicables à tout le pays.

Les ouvriers polonais ont donc imposé une nouvelle concession de taille à la bourgeoisie. Les nouveaux syndicats, indépendants de l'Etat, nommés "Solidarité", avant même qu'ils soient légalisés reçoivent chaque jour des centaines de demandes d'adhésion, et rassembleraient plus de 3500 usines

.../...

et 3,5 millions de personnes, dont une petite minorité de techniciens et de cadres techniques ou d'intellectuels.

- Les manoeuvres de la bourgeoisie pour récupérer les nouveaux syndicats.

Consciente qu'elle ne pourra pas longtemps différer la légalisation des nouveaux syndicats, la bourgeoisie polonaise tentera sinon de les soumettre directement, du moins d'en faire ses alliés.

Mais elle ne pourra probablement y parvenir aussi facilement qu'elle l'avait fait avec les organismes de lutte des travailleurs en 1956 et 1970, le choc qui l'a opposée à la classe ouvrière ayant été cette fois beaucoup plus grand. Les travailleurs ont fait preuve d'une conscience bien supérieure à celle qui était la leur pendant les révoltes populaires précédentes.

C'est pourquoi le gouvernement semble avoir pris le parti d'éliminer le conseil central des syndicats étatiques, qui a perdu une crédibilité déjà mince... et une grande partie de ses adhérents, et de tenter de faire des nouveaux syndicats "Solidarité", au besoin un peu transformés, le futur appareil d'encadrement de la classe ouvrière.

D'un côté il use à l'égard des dirigeants grévistes de la carotte et du bâton : il insiste sur le danger qu'ils font "courir à la Patrie" afin de les modérer, mais facilite par ailleurs dans les régions combattives la construction des nouveaux syndicats, comme en Haute Silésie, par exemple, où les patrons ont assuré qu'ils entretiendraient autant de permanents pour les nouveaux syndicats qu'en avaient les anciens.

De l'autre côté, plusieurs exemples tels que celui de la fédération des travailleurs portuaires qui a quitté en bloc - bureaucrates et syndiqués de base - le conseil central des syndicats étatiques pour se constituer en fédération "indépendante, autonome et autogérée", ayant même le droit d'user "en dernier recours" du droit de grève, indiquent que le gouvernement veut faire la confusion entre les syndicats "Solidarité" et les anciens syndicats déguisés.

Il espère probablement une fusion ultérieure, ou dans le pire des cas, la constitution d'une fédération de tous les syndicats pour influencer plus efficacement sur les nouveaux syndicats.

Il faut cependant bien voir que la situation est instable et que la bourgeoisie n'a pas encore repris l'initiative. Il est très probable que les dirigeants de l'Etat n'ont pas encore trouvé une tactique précise pour dévoyer le mouvement actuel. Le journal étatique Polytika a d'ailleurs révélé qu'il y avait des divisions au sein du parti et qu'une tendance (certainement amplement inféodée à l'impérialisme russe) va jusqu'à exiger la réconciliation pure et simple des accords de Gdansk, affirmant qu'ils ont été une erreur. La solution que choisira la bourgeoisie, souple et tentative de faire fusionner les syndicats, ou violence, dépendra de la résistance et du degré de conscience des travailleurs.

.../...

- La modération des nouveaux syndicats.

Si la création des nouveaux syndicats est une victoire incontestable des ouvriers, qui ouvre une brèche dans la dictature totalitaire de la bourgeoisie polonaise, il est nécessaire d'en souligner les limites.

La différence d'attitude des dirigeants lors de la vague de grèves, et en particulier de Lech Valesa, avant et après la signature des accords de Gdansk, est frappante.

Alors qu'une volonté de fermeté et de refus des compromis dominait avant, c'est la modération sinon parfois la soumission partielle aux exigences du gouvernement qui a, chez eux, pris le dessus.

Lech Valesa, le dirigeant ouvrier le plus populaire et leader des nouveaux syndicats, était prêt le 28 août, à la veille des accords de Gdansk, à lancer un appel à la non-extension des grèves, alors que partout les ouvriers suivaient l'exemple des grévistes de la Baltique, ce qui aurait pu aboutir à une nouvelle radicalisation du conflit.

Les dirigeants ouvriers qui affirment leur attachement à la patrie et leur souci de ne pas "jeter l'économie du pays dans le chaos" se sont en conséquence engagés, dans le texte des accords de Gdansk, à "oeuvrer pour une plus grande production" et même pour "une plus grande discipline du travail".

A la fin du mois de septembre, ils ont même promis au gouvernement, s'il acceptait d'augmenter les salaires des ouvriers du Bâtiment, d'obtenir le report de la discussion des autres revendications, évitant ainsi une grève générale qui menaçait dans ce secteur !

Les syndicats et l'Etat bourgeois à l'époque de l'impérialisme

Il est vrai que la modération des dirigeants ouvriers est le reflet dans une large mesure de l'état d'esprit des travailleurs polonais. Ils ne se sentent, en effet, pas en mesure de supporter un affrontement direct et généralisé avec la bourgeoisie, qui nécessiterait qu'ils envisagent son renversement et la prise du pouvoir.

Mais la soumission partielle des nouveaux syndicats à l'appareil d'Etat polonais confirme la tendance à l'intégration à l'Etat bourgeois que connaissent tous les syndicats à l'époque impérialiste. "Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats" (nous soulignons. "sur les syndicats à l'époque de l'impérialisme - Trotsky ; 1940).

A terme, les nouveaux syndicats, d'une façon ou d'une autre, ne pourront que se transformer en force de conservation sociale et d'encadrement de la classe ouvrière. Les pressions qu'ils subissent dans ce sens se manifestent sous deux aspects, comme nous avons tenté de le montrer dans les 2 précédents chapitres : a) les mises en garde et les manœuvres de la bourgeoisie polonaise qui

n'est certainement pas en mesure de supporter l'existence de syndicats indépendants et combatifs, d'autant plus que la Pologne connaît une crise économique profonde, et que l'impérialisme russe ne peut admettre le risque d'une extension de l'agitation aux pays de l'Est voisins ; b) à l'époque impérialiste "ils (les syndicats) ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables" (Trotsky).

Les nouveaux syndicats n'ont de choix qu'entre lutter pour le renversement de la bourgeoisie et défendre les intérêts immédiats de la classe ouvrière ou renoncer à la destruction du capitalisme et alors être récupérés. Encore plus à l'époque de la décadence impérialiste, défendre réellement la classe ouvrière nécessite une perspective révolutionnaire.

Démocratie et internationalisme

L'exemple des luttes récentes en Pologne montre que dans les pays de dictature totalitaire, les revendications démocratiques bourgeois_{es} telles que la liberté de publication et d'expression, le droit de grève et celui de construire librement des syndicats, sont des motifs importants de mobilisation pour la classe ouvrière. Mais ce même exemple de la Pologne en souligne les nombreuses limites et les dangers :

La démocratie bourgeoise, c'est surtout en fait la liberté pour ceux qui possèdent les moyens de production, les mass médias, c'est-à-dire pour les bourgeois d'exploiter les travailleurs.

Tous les démocrates bourgeois, que ce soit le K.O.R. (Comité d'Autodéfense Sociale), la hiérarchie cléricale, ou les différentes cliques libérales et nationalistes qui veulent sciemment limiter la lutte à ces revendications, défendent malgré leur verbiage oppositionnel, le capitalisme. Aux moments décisifs ils manœuvrent ouvertement contre les travailleurs (voir article sur le K.O.R.).

Mais lutter pour la destruction du capitalisme, c'est également pour les travailleurs polonais concevoir leur mouvement comme partie d'un tout, le mouvement ouvrier international; c'est concevoir la classe ouvrière polonaise comme partie d'un tout, la classe ouvrière mondiale. Contre les menaces de l'impérialisme russe et de ses vassaux de l'Est, les ouvriers polonais n'ont de parade que la solidarité des travailleurs de ces pays et l'extension des luttes dans ces pays.

Construire de tels liens au niveau international ne peut se faire sans la construction d'un parti communiste internationaliste ouvrier qui regroupera les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, ceux qui démontrent leur combativité et la validité de leurs perspectives dans les luttes quotidiennes.

L'absence d'un tel parti est dramatique et contribue à limiter la portée des grèves de masse de ces 3 derniers mois.

Dans la situation actuelle, tout n'est pas tranché, et si les travailleurs ont incontestablement marqué des points face à l'Etat bourgeois, il leur reste encore beaucoup à faire s'ils ne veulent pas voir leurs acquis petit à petit grignotés par la classe possédante.

le K.O.R.

Une opposition démocrate

petite - bourgeoise

Les journaux bourgeois occidentaux ont dans une large mesure présenté le K.O.R. comme l'inspirateur des luttes ouvrières des 3 derniers mois, et en particulier de la revendication concernant le syndicat indépendant.

K.O.R. veut dire Comité d'Autodéfense Sociale, et ses dirigeants se présentent comme des opposants résolus de la bureaucratie polonaise, les défenseurs des travailleurs : ils éditent un journal largement diffusé, nommé "L'ouvrier" ("Robotnik").

Mais il y a leurs affirmations d'un côté et la réalité à l'opposé. Les dirigeants du K.O.R. n'ont nullement pour objectif l'instauration d'une société sans classe où l'exploitation des travailleurs disparaîtrait. Ils disent eux-mêmes qu'ils ont pour but final "la défaite du totalitarisme et la création d'une nation et d'un Etat indépendant" (nous soulignons. "Pologne, une société en dissidence ; Ed. Maspéro, p 129). Kuron ajoute qu'il souhaite pour la Pologne un régime parlementaire à la finlandaise (idem, p 136)

Il est donc logique que les dirigeants du K.O.R. défendent la "nation toute entière" et distillent leur poison en organisant des manifestations nationalistes ; il est dans l'ordre des choses qu'ils revendiquent "l'indépendance des entreprises, (des) conditions de développement des exploitations individuelles, de l'artisanat, du commerce et de la petite industrie privée", c'est-à-dire qu'ils se fassent les défenseurs zélés de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle (J. Kuron, Alternative n° 1 ; 1979).

Ce libéralisme politique et économique est caractéristique des aspirations de la petite bourgeoisie dans les pays capitalistes d'Etat : elle demande simplement à bénéficier de conditions plus favorables à la libre entreprise dans le cadre du système exploiteur existant ; elle revendique une manière plus efficace et plus profitable pour elle d'exploiter les classes laborieuses.

Pour atteindre leur but, les dirigeants du K.O.R. souhaitent utiliser, comme tous les libéraux bourgeois, des "moyens graduels et pacifiques". Ainsi, lorsque les travailleurs font massivement grève, ils leur scandent d'accepter les hausses des prix pour n'avancer que des revendications politiques, afin de ne pas mettre à mal l'économie du pays (c'est en substance ce qu'a déclaré J. Kuron dans "Le Monde" du 20/08/80).

Enfin, ces dirigeants conseillent efficacement les bourgeois du parlement polonais : "Il faut élargir les libertés démocratiques pour éviter de nouvelles explosions populaires" (déclaration des Onze au parlement - 1976). Patriotes, libéraux bourgeois, conseillers de l'Etat polonais ; peut-on douter que les dirigeants du K.O.R. soient autre chose qu'un groupe de petits bourgeois défendant leur propre avenir et non celui de la classe ouvrière ?

Et si des travailleurs sont influencés par le K.O.R. c'est surtout le signe que la classe ouvrière polonaise, malgré son extraordinaire combativité, a encore à se défaire d'illusions nationalistes et démocrates.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES ,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

(Le Manifeste Communiste).